

Conseil exécutif de l'ACEP
Compte rendu de la réunion du 30 septembre 2009
Bureau national de l'ACEP
Salle de conférence
17 h 45

Présences : C. Poirier (présidence), A. Picotte, G. Thibault-Gosselin, S. Maguire (arrivé à 18 h 55), S. Spak, I. Dawson (via téléconférence), C. Lakaski, C. Danik, J. Ouellette, D. Martin.

Absences justifiées : B. Gauvin, M. Mascaro, D. Londynski, L. Whitmore.

Invités : J. MacKinnon et M.-A. Beaulieu

J. MacKinnon : 17 h 45 – 18 h 05

J. MacKinnon présente une demande de paiement pour un travail sur l'histoire de l'AESS que lui avait confié l'ancien président.

C. Poirier déclare à M. MacKinnon que le CEN aurait besoin de temps pour étudier cette demande, qu'il prendrait une décision à sa réunion d'octobre et que nous correspondrions avec lui par la suite.

M.-A. Beaulieu : 18 h 05 à 18 h 25

M.-A. Beaulieu présente le rapport du Comité de vérification sur le projet d'états financiers vérifiés. Il informe le CEN que le Comité de vérification a besoin de plus de temps pour examiner les états avant d'en recommander l'approbation.

C. Poirier informe M. Beaulieu que le CEN doit approuver les états financiers vérifiés à sa réunion du 28 octobre afin que les états soient expédiés aux membres pour approbation au début de novembre.

1 a) Adoption de l'ordre du jour

M. Mascaro a envoyé un courriel à la secrétaire lui demandant de retirer de l'ordre du jour le point 3 a) Assurance pour les dirigeants du CEN et des sections locales.

M. Mascaro a envoyé un courriel à la secrétaire présentant une mise à jour du point 3 d) Mise à jour sur les questions concernant l'ancien président. La question a été transmise au président pour qu'il la présente en son nom à la réunion.

Le point 1 e) Vice-président TR est ré-intitulé Postes à pouvoir au CEN.

Résolution : Il est proposé par S. Spak et appuyé par C. Lakaski que l'ordre du jour soit adopté, avec modifications. **Résolution adoptée.**

1 b) Adoption des comptes rendus de réunions antérieures

Huis clos du 25 juin 2009

Résolution : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par I. Dawson que le compte rendu de la réunion à huis clos du 25 juin 2009 soit adopté. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

Réunion du 25 juin 2009

Résolution : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par C. Lakaski que le compte rendu de la réunion du 25 juin 2009 soit adopté. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

Réunion extraordinaire du 7 juillet 2009

Résolution : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par S. Spak que le compte rendu de la réunion extraordinaire du 7 juillet 2009 soit adopté.

Pour = 4, contre = 0, abstentions = 2. **Résolution adoptée.**

Réunion extraordinaire du 8 juillet 2009

Résolution : Il est proposé par C. Lakaski et appuyé par A. Picotte que le compte rendu de la réunion extraordinaire du 8 juillet 2009 soit adopté.

Pour = 5, contre = 0, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

1 c) Évaluation du milieu de travail

C. Poirier fait le point sur les coûts, le calendrier et le travail en cause pour passer à la partie 2 de l'évaluation du milieu de travail.

Comme le CEN attendait l'information ci-dessus, la première partie de l'évaluation du milieu de travail était en suspens et doit être entreprise pour que l'Association aille de l'avant.

Il y a consensus que la partie 2 n'est pas justifiée et qu'elle coûterait très cher, et que nous ne devrions donc pas entreprendre la deuxième partie.

1 d) Comité de consultation patronale-syndicale SEA/ACEP (CCPS)

C. Poirier demande des volontaires pour faire partie du comité par suite de la démission de L. Perrin.

A. Picotte se porte volontaire. Personne d'autre ne se portant volontaire, il y a

consensus qu'A. Picotte fasse partie du comité.

1 e) Postes à pourvoir au CEN

Il est proposé par C. Poirier et appuyé par G. Thibault-Gosselin qu'A. Picotte soit nommé vice-président TR afin de pourvoir au poste. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

Il est proposé par C. Poirier et appuyé par A. Picotte que Stephen Mullen soit nommé administrateur TR afin de pourvoir au poste. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

Il est proposé par C. Poirier et appuyé par A. Picotte que Gregory Phillips soit nommé administrateur EC afin de pourvoir à un des postes.

Pour = 6, contre = 0, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

1 f) Établissement d'un sous-comité d'étude des conditions d'exercice du poste du futur président

C. Poirier signale qu'un sous-comité doit être établi pour entreprendre le travail sur les conditions d'exercice du poste du futur président.

Il est proposé par C. Lakaski et appuyé par S. Spak qu'un sous-comité soit établi pour étudier les conditions d'exercice. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

S. Maguire suggère que des attributions soient élaborées pour le sous-comité, incluant une échéance de présentation de son rapport au CEN.

C. Poirier demande s'il y a des volontaires.

C. Lakaski propose la candidature de M. Mascaro à ce comité puisqu'elle a déjà fait du travail dans ce dossier.

C. Poirier, C. Danik et J. Ouellette ébaucheront des attributions et feront rapport à la prochaine réunion le 28 octobre.

1 g) Membres du Comité des finances

Par suite des démissions et de l'incapacité d'obtenir le quorum pour tenir les réunions, C. Poirier demande s'il y a des volontaires pour faire partie du Comité des finances.

Il est proposé par A. Picotte et appuyé par G. Thibault-Gosselin que C. Lakaski soit nommé au Comité des finances. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

Il est proposé par S. Maguire et appuyé par A. Picotte qu'I. Dawson soit nommé au Comité des finances. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

1 h) Comité des locaux

C. Poirier signale que le bail expire en 2013 et que les renégociations avec le propriétaire commenceront en janvier 2012.

C. Poirier demande s'il y a des volontaires pour faire partie de ce comité; il ramènera cette question sur la table à la prochaine réunion.

1 i) Comité des Statuts et Règlements

Le comité doit être rétabli afin d'entreprendre le travail sur les Statuts et les Règlements.

C. Poirier demande s'il y a des volontaires pour faire partie de ce comité; il ramènera cette question sur la table à la prochaine réunion.

Ce comité n'a pas de président actuellement et C. Poirier se porte volontaire pour le présider de façon intérimaire. Il y a consensus que C. Poirier soit président intérimaire.

1 j) Comité des candidatures et des propositions

Il y a consensus que les membres du dernier Comité des candidatures et des propositions, à savoir Michael Dewing, Jill Finlay et Jackie Leblanc, soient nommés au comité.

1 k) Comité des communications

C. Poirier signale que le président de ce comité a démissionné et que le poste est libre. Il demande des volontaires au poste de président par intérim. G. Thibault-Gosselin se porte volontaire.

Il est proposé par G. Thibault-Gosselin et appuyé par A. Picotte que G. Thibault-Gosselin soit nommée présidente intérimaire.

1 l) Les sections locales et leur autonomie relative

Ce point est discuté à huis clos.

1 m) États financiers

Ce point est reporté.

2) a) Rapport du président

L'été est toujours une période assez tranquille dans la fonction publique. Il n'y a pas eu de dossier majeur au bureau national pendant les vacances.

Le Conseil du Trésor a convoqué les agents négociateurs à une « consultation » sur le Cadre de gestion des personnes (en anglais : People Management Framework). Il s'agit en réalité d'un projet visant à déléguer aux sous-ministres la responsabilité des instruments de politique. En clair, le Trésor se débarrasse de ces instruments et en confie la responsabilité aux ministères. Nous verrions donc disparaître des politiques ou directives sur des sujets comme le télétravail, la formation, les garderies en milieu de travail, etc. Rien ne nous garantit que les sous-ministres seront sanctionnés s'ils ne remplacent pas ces instruments et rien ne nous dit qu'il y aura uniformité dans le traitement de nos membres d'un ministère à l'autre. De plus, il nous faudra participer à des consultations avec près de 60 ministères et organismes. C'est carrément irresponsable. On nous répond que la « commande » vient du bureau du premier ministre. On comprend mieux.

Sur une note plus positive, j'ai eu la chance de rencontrer la sous-ministre de Pêches et Océans, madame Claire Dansereau, ainsi que les responsables des ressources humaines et des relations de travail. Il ne s'agissait que d'une rencontre informelle visant à faire connaissance mais nous en avons profité pour aborder des questions importantes, comme les divergences entre les niveaux de classification, pour des tâches identiques, entre les régions et la Capitale nationale. Par exemple, deux employés accomplissant les mêmes fonctions auront un niveau, parfois deux, de différence entre Ottawa et les régions. Madame Dansereau m'a promis de se pencher sur la question et je lui ai proposé une rencontre pour en discuter. En général, nos rapports avec ce ministère sont excellents.

Claude Danik et moi avons rencontré Michèle d'Auray, secrétaire du Conseil du Trésor, Daphne Meredith, du Bureau de la dirigeante principale des ressources humaines, et Hélène Laurendeau, du CT. Nous avons bien entendu parlé des difficultés rencontrées pendant la dernière ronde de négociation. La nouvelle norme de classification faisant l'objet d'un grief de principe, nous avons évité le sujet. Par contre, l'employeur se prépare à revoir la structure des groupes professionnels. Le Conseil pense qu'il n'est pas idéal de traiter avec des tables de négociation regroupant 75 ou 80 000 personnes. Nous croyons que cela risque donc d'affecter les grands syndicats et moins l'ACEP. Notre plus grand groupe étant le groupe EC, à 11 000 membres, le risque est moins important.

Nous devons cependant décider quel genre de ressources nous allons consacrer à ce dossier plutôt que d'attendre les communications du Conseil du Trésor en nous tournant les pouces. Nous ne voudrions pas avoir de mauvaises surprises.

Demande de congé de direction

Il est proposé par C. Lakaski et appuyé par A. Picotte d'approuver la demande de dix jours de congé de direction de C. Poirier conformément à son contrat.

Pour = 6, contre = 0, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

2 b) Rapport des services professionnels

Conversion de la classification EC

Nous gérons actuellement la charge de travail des griefs. Jean fera le point sur ces questions à l'avenir.

Contestation en vertu de la Charte

Nous attendons les affidavits du Conseil du Trésor aujourd'hui. Nous les attendons toujours. Quand nous les recevrons, nous devons les examiner et exercer notre droit de réplique.

Affaires internes

Nous avons passé beaucoup de temps cet été à régler diverses questions internes. Nous procédons actuellement à l'examen de toutes les descriptions de travail au bureau national. Les descriptions actuelles sont en divers formats et comportent différents degrés de détail. Nous nous efforçons d'adopter un format unique pour toutes les descriptions de travail et nous les examinerons avec les titulaires de chaque poste.

Nous travaillons également à la mise au point d'un outil d'évaluation du travail pour le bureau. Des sommes sont prévues au budget de l'ACEP pour l'embauche d'un consultant qui aiderait le comité de classification à élaborer une norme de classification. En vertu du droit du travail de l'Ontario et aux termes de la *Loi sur l'équité salariale* de l'Ontario, le processus d'établissement d'une norme de classification est très différent de ce que nous connaissons dans la fonction publique fédérale. Un comité mixte doit être créé aux fins de l'équité salariale. Une des responsabilités du comité est de convenir d'un outil d'évaluation du travail. Nous aurons peut-être à refaire ce processus lorsque nous gagnerons notre contestation en vertu de la *Charte* contre les parties de la LRTFP qui donnent à l'employeur le droit exclusif de déterminer le contenu des normes de classification.

L'ACEP a publié son dernier numéro d'*Entre professionnels*. Le numéro présente une étude de la détérioration des relations de travail dans la fonction publique

Environ 2000 membres ont demandé à ne plus recevoir de copie papier du bulletin. Nous envoyons à ces membres un avis électronique indiquant que la publication est affichée sur notre site Web.

2 c) Rapport de l'Administration

Questions concernant la base de données

Fichiers manquants sur les cotisations 2006

Au cours de l'été, nous avons embauché des contractuels pour nous aider à entrer manuellement les paiements des cotisations 2006 dans la base de données. La charge de travail du personnel administratif ne lui donne pas le temps nécessaire pour ce faire, car c'est un processus très long. Il est possible d'entrer environ 200 fichiers par période de 7 heures. Nous espérons pouvoir terminer ces entrées manuelles d'ici le début de décembre.

Contexte

En mars 2006, nous avons demandé que les TR soient fusionnés aux ES et SI pour lesquels nous recevions une remise électronique des cotisations.

L'employeur a fusionné tous les membres, mais a aussi attribué un nouveau code aux employés de l'ACEP. Après la fusion et l'attribution du nouveau code, nous n'avons reçu la remise des cotisations que pour environ 1000 membres. Nous avons tenté pendant plusieurs mois de résoudre ce problème et en novembre 2006 nous avons réussi à recevoir tous les fichiers de remise des cotisations pour nos membres.

Listes IUN

Nous recevons trimestriellement de TPSGC les listes de tous les membres des unités de négociation, que nous appelons listes IUN. L'employeur attribue un code à chaque unité de négociation. Ce code indique quels employés appartiennent à chaque agent négociateur. Nous utilisons ces listes pour faire la conciliation des données de nos membres.

Dans la liste de juin 2009, il manquait un peu plus de 4000 membres. Nous avons découvert que ces 4000 membres avaient fait l'objet d'une mise à jour EC et qu'un nouveau code leur avait été attribué. Toutefois, l'employeur n'avait pas fourni à TPSGC le nouveau code indiquant qu'il s'agissait de membres de l'ACEP.

J'ai porté le problème à l'attention du président, car il s'agissait d'une violation de la convention collective EC. Nous utilisons ces listes pour faire la conciliation des données de nos membres. Le problème est maintenant réglé.

Fichier syndical d'adresses

Nous avons reçu le nouveau fichier d'adresses conformément à la décision de la CRTFP et le protocole signé avec le Conseil du Trésor et l'AFPC. Toutefois, le fichier n'est pas formaté de façon uniforme. Par exemple, certains fichiers sont en majuscules, d'autres en style de titre, certaines adresses sont périmées, les codes postaux ne sont pas indiqués de la même manière et certains fichiers n'ont pas d'adresses du tout, outre d'autres problèmes que nous devons régler.

Je travaille avec notre soutien TI et notre programmeur de base de données pour concilier tous les scénarios possibles avec le fichier et produire divers rapports à partir de notre base de données afin de vérifier les renseignements.

3) a) Modification des Statuts et Règlements afin d'autoriser le vote électronique (suivi de la réunion du budget du 8 juillet)

Ce point est reporté.

3 b) Contrat du président

C. Poirier signale qu'il a maintenant signé son contrat de travail.

3 c) Mise à jour sur les questions concernant l'ancien président (huis clos)

Ce point est reporté.

4) Questions de fond aux fins de discussion

Sans objet.

5 a) Comité des finances

Ce point est reporté.

5 b) Négociation collective SEA/ACEP

Ce point est reporté.

6) Levée de la séance

Il est proposé par C. Lakaski et appuyé par A. Picotte de lever la séance à 22 h 05.